

SEPTEMBRE 2024

n° 156

CONTRASTO



Sommaire n° 156

Couverture photo <i>JJK</i>	
Edito <i>Anne-Cécile</i>	3
Suisse Voyage en train et réflexions <i>d'Erwin W.</i>	4-5
Suisse AVS, quels investissements? <i>S. Rossmann</i>	6-7
Allemagne Déchets nucléaires... <i>J. Le Guern</i>	8-9
Russie Centrale de Koursk <i>J-J Kiessling</i>	10
Suisse Initiative pour la ratification du TIAN <i>ContrAtom</i>	11
Japon Fukushima Saga <i>J. Le Guern</i>	12

FLAMANVILLE VRAI DÉMARRAGE?... OU FAUX- DÉPART?

Au début du mois de juillet, Luc Rémond, PDG d'EdF claironnait qu'une divergence de l'EPR de Flamanville était imminente.

Mais une série de nouveaux incidents a encore retardé le démarrage (mais qu'est-ce que 2 mois , quand on a déjà cumulé 12 ans de retard?).

EdF a été bien avare en informations au sujet de ces incidents, ce qui a profondément irrité la CLI (Commission Locale d'Information) qui réclamait, en vain, des explications.

Selon certaines sources, «des problèmes de capteurs ont été identifiés ainsi que des difficultés sur un doigt de gant du circuit primaire» .

Finalement, l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) a donné son autorisation pour enclencher le démarrage du réacteur le 2 septembre dernier. Mais, là , nouvelle surprise : EdF annonce que le «couplage» avec le réseau est reporté à la fin de l'automne 2024. La cause reste assez vague; «un certain nombre de tests doivent être effectués». Quant à l'obtention de la pleine puissance, plus aucune date n'est avancée!

Impressum ContrAtom Editeur / rédacteur

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 321 57 09
www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1150 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie Fornara
- Parais 4 x par an, envoyé aux membres et cotisants

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal):	40.- F
Abonnement au journal uniquement	30.- F
Soutien:	60.- F
	ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0



Chères, chers ContrAtomistes,

Formidable: la case postale de ContrAtom n'a jamais reçu autant de courriers! Merci à vous qui nous avez retourné moult signatures pour soutenir la pétition que nous adressons aux autorités genevoises. **Pour nous, journalistes improvisé.e.s attelé.e.s à la création de votre petit journal, c'est un signe encourageant qui nous démontre que celui-ci est ouvert, parcouru et même lu!** C'est le signe, en tout cas, que nous sommes suivis et que le moment venu nous serons nombreux à nous opposer avec force au retour du nucléaire!

Les dernières nouvelles à ce sujet sont hélas, consternantes! En effet, sous l'impulsion du très pro-nucléaire A. Rösti, le Conseil Fédéral a annoncé l'élaboration d'un contre-projet à l'initiative «Stop au Blackout», qui tend ni plus ni moins à lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, interdiction actée par votation du peuple suisse en 2017.

Comment comprendre un tel revirement? Ceci au moment même où l'actualité n'est pas avare en faits qui démontrent combien l'industrie nucléaire est sujette à engendrer moult inquiétudes! **La guerre en Ukraine illustre bien la situation très dangereuse induite par la présence de centrales nucléaires sur les lieux du conflit:** à l'arrêt ou en activité, les installations atomiques représentent pour les belligérants un endroit stratégique qu'il faut absolument investir pour les contrôler et priver éventuellement l'ennemi des ressources énergétiques nécessaires à sa survie ou à sa défense. Après Tchernobyl, Zaporijjia, c'est au tour de la centrale de Kourks de susciter de grandes inquiétudes même au sein de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique)! (lire p.10)

Autre sujet d'actualité qui revient sur le devant de la scène: le problème des déchets nucléaires enfouis dans l'ancienne mine de sel d'Asse, en Allemagne, qui, victime d'infiltration d'eau ingérable, a conduit l'Office fédéral de radioprotection à procéder à la récupération des fûts pour les enfouir ailleurs (lire p.8)

Il n'existe absolument aucune solution pour les déchets radioactifs tout juste des options,... toutes mauvaises. Merci le nucléaire!

Dans un rapport récent, daté du 21 août 2024, intitulé «Le nucléaire n'a pas d'avenir» Greenpeace rappelle que tout projet de construction de nouvelle centrale nucléaire prendrait au bas mot 15 à 20 ans! Hors le temps presse, la crise climatique requiert des mesures à bien plus court terme! Greenpeace souligne aussi le coût très élevé engendré par l'industrie nucléaire. Les producteurs d'électricité BKW, Axpo et Alpiq, exploitants des centrales atomiques suisses, ne s'y sont pas trompés: ils jugent de nouvelles centrales pas rentables et relèvent qu'étant donné les coûts engendrés par

de telles constructions ils ne pourraient être assumés que par l'Etat ou avec des subventions publiques importantes!

Pour pallier la question rédhibitoire du financement hors de prix du nucléaire, des voix émanant des milieux pro-nucléaires ont une solution toute trouvée: **puiser dans les subventions allouées aux énergies renouvelables!** Pourquoi se gêner? Le nucléaire étant dorénavant taxé d'énergie verte, sans émission de CO2, voilà une énergie renouvelable digne d'être soutenue! Je me pince!

Et nous revoici à répéter inlassablement

- que le nucléaire est loin d'être neutre pour le climat.
- qu'il contribue au contraire au réchauffement climatique: lors de son fonctionnement un réacteur nucléaire dissipe dans l'environnement deux fois plus de chaleur que celle utilisée, perturbant l'environnement en réchauffant ou en évaporant de l'eau.
- **qu'en amont:** l'extraction de l'uranium, son transport, son enrichissement, l'élaboration des barres de combustible, la livraison aux centrales et les énormes quantités de béton et d'acier nécessaires à la construction des centrales, tout ce fourbi, combien de tonnes de CO2?
- **qu'en aval:** la gestion du combustible usé, son transport vers son lieu de retraitement, son stockage dans des piscines puis entreposé et surveillé pendant des centaines de milliers d'années avec un bilan carbone incalculable et des installations gigantesques nécessitant d'énormes travaux. Bon pour le climat?

On le dit et le répète avec force: le nucléaire ne sauvera pas le climat, il en subira plutôt les conséquences car les centrales atomiques sont hautement vulnérables aux événements climatiques de plus en plus fréquents (inondations, sécheresse, séismes imprévisibles). **Le combat antinucléaire, un combat d'arrière-garde nous disaient certains il y a quelques années! Vraiment? Ce n'est pas le moment d'abandonner la lutte? Il y a du boulot!**

Vive la résistance au nucléaire,

Vive la Vie!

Anne-Cécile

PROMENADE EN TRAIN EN PÉRIODE DE CANICULE

Pour mieux supporter les températures très élevées de cette fin d'août, j'ai pris le train pour un voyage en Suisse, dans des wagons climatisés (j'ai un abonnement général des CFF) et j'utilise une partie du temps pour écrire mon article pour le journal ContrAtom. Tous les transports électriques en Suisse (CFF, trams, trolleybus, téléphériques, etc) utilisent moins de 10 % de notre énergie électrique.

Du lac de Genève à Berne en passant par le Seeland... La température du wagon est presque trop basse. La majorité des passagers est occupée par son smartphone, sa tablette ou son ordinateur. Le montant exact de ces consommations électriques sont inconnus, mais entre le chargement des batteries et surtout les centres de stockage des données (Internet, photos et films), le chiffre est énorme.

En voyant le lac Léman, je pense au record de température de l'eau, et des conséquences pour les centrales nucléaires françaises en aval du lac. L'eau plus chaude va réduire la capacité de refroidissement du Rhône et ainsi entraîner une réduction de puissance ou même l'arrêt de certains réacteurs. Dans le futur cela va encore s'aggraver!

Vers Romont, nous passons près de la centrale nucléaire de Lucens, fermée depuis l'accident en 1969. Heureusement, elle a été construite dans une caverne dont on a pu fermer l'accès. La radioactivité va peut-être un jour polluer l'eau potable. Quand on pense qu'il y avait quelques pronucléaires qui voulaient construire cette centrale sous l'école polytechnique au centre de Zurich!

A Berne et son Conseil fédéral qui veut relancer le nucléaire....

Berne, le Palais fédéral, avec nos parlementaires et le gouvernement. Et justement, ce gouvernement a une fois de plus pris une mauvaise décision en proposant dans son contre-projet à l'initiative «Stop black-out» de lever l'interdiction de construire des nouvelles centrales nucléaires. Les arguments de M.Rösti (photo), Conseiller fédéral et res-



ponsable du département de l'énergie, sont toujours les mêmes: pénurie d'énergie électrique, changement général du monde depuis 2017 (guerre en Europe) et ouverture vers des nouvelles technologies. Mais la consommation d'énergie électrique a légèrement baissé depuis 2010, surtout la consommation par habitant, à l'exception de 2021. La production d'électricité est restée assez stable et nous avons eu un excédent d'exportation de 976 millions fr.s en 2023. Cela montre, encore une fois, que nous gérons notre production d'électricité par les finances à la place de l'énergie! Nous échangeons environ 40% de notre production journalière avec l'étranger (en général, importation de l'Allemagne et de la France et exportation vers l'Italie). Avec la peur de pénurie, le gouvernement a acheté des turbines à gaz (production de CO2 et beaucoup de bruit) plutôt que d'augmenter la réserve d'eau dans les barrages d'altitude. Actuellement, cette réserve n'atteint que 14% au lieu de 25 à 35%. Heureusement, nous n'avons encore jamais eu à utiliser ni nos réserves ni les turbines à gaz.

La pénurie d'électricité est un problème d'énergie, mais aussi un problème de puissance. Le réseau électrique doit toujours être équilibré, la production doit correspondre à la consommation et cela à n'importe quel point du réseau. Pour y parvenir, des «tampons» sont utilisés, comme des batteries ou le pompage-turbinage (pendant la faible consommation, on pompe l'eau pour remplir le barrage en altitude en consommant de l'électricité, et aux périodes de forte consommation, la même eau descend et entraîne des turbines pour produire d'électricité). Mais la consommation devrait aussi être aussi mieux répartie (bien-sûr, c'est encore mieux de réduire la consommation). Nous n'avons malheureusement pas d'informations de la charge du réseau, même si les distributeurs d'électricité la connaissent bien. Une possibilité serait d'installer des compteurs et appareils intelligents chez les consommateurs pour qu'ils enclenchent certaines machines et appareils aux moments de faible consommation (j'applique ce système manuel avec ma production photovoltaïque pour augmenter l'autoconsommation, et à l'inverse, j'enclenche des machines et appareils pendant les heures d'ensoleillement).

Pour équilibrer le réseau il y a deux critères à remplir: il faut avoir assez d'énergie disponible et de la puissance. En général, la panne est provoquée par un manque de puissance ou une coupure du réseau (surcharge ou coupure d'une ligne, mais aussi coup de foudre). Cela peut arriver dans votre appartement en branchant trop d'appareils électriques en même temps (demande de trop de puissance) ou au contraire un court-circuit (surpuissance); dans les deux cas c'est le fusible qui saute et vous êtes dans le noir (black-out). En débranchant certains appareils, vous pouvez de nouveau remettre le fusible et le réseau va fonctionner. En regardant cela à grande échelle, par exemple le réseau électrique des trains, ça peut conduire à un grand black-out, plus de courant dans le réseau et c'est nettement plus difficile de recréer le réseau, par exemple la grande panne des



CFF le 22 août 2005 a nécessité plusieurs heures pour être rétabli. C'est la raison principale qui pousse notre gouvernement à disposer de réserves d'énergie électrique.

Pour la puissance, nous avons besoin d'un réseau bien dimensionné (de la très haute à la basse tension, de la ligne THT de 380'000 Volt à la prise électrique de 220 Volt), les turbines nécessaires sont déjà installées. Pour avoir une plus grande réserve d'énergie électrique, notre gouvernement veut malheureusement changer des lois pour permettre d'installer des nouvelles centrales nucléaires! Pourtant aucune des grandes sociétés électriques (Alpiq, Axpo, BKW) ne sont intéressées à financer une nouvelle centrale nucléaire. Certains politiciens demandent déjà de prévoir une participation de l'Etat par le fond des énergies renouvelables!

En plus, notre gouvernement a pris position contre le jugement de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire des Aînés pour le climat. Au lieu de juger le contenu, il prend purement l'aspect juridique en disqualifiant la Cour pour ce sujet. Pourtant la Suisse est bien en retard au

niveau des mesures pour le climat. Malheureusement, la majorité (de droite) du parlement est du même avis que le gouvernement.

Voici enfin l'Argovie et ses centrales nucléaires...

Par la fenêtre on voit l'autoroute, plein de voitures qui polluent beaucoup et vont moins vite que nous. L'abrasion des pneus génère des micro-polluants. En estimant environ 0.2 litre d'abrasion par voiture sur 1000 km, cela fait pour la Suisse plus que 2000 m³ de micro-polluants par année.

Le train passe près de la centrale nucléaire de Gösgen. La tour de refroidissement avec son panache de vapeur est visible de loin. 1800 MW sont envoyé dans l'air. Nos centrales nucléaires rejettent dans l'atmosphère plus d'énergie que ce qui est nécessaire pour le chauffage des maisons de la Suisse. Même les nouvelles centrales nucléaires, y compris le projet Transmutex (réacteur à thorium comme le Rubiatron), vont avoir un mauvais rendement et envoyer deux tiers de l'énergie dans l'air.

En passant par Brugg, je lis le rapport annuel d'IFSN (Inspection fédérale de sécurité nucléaire à Brugg). Le nombre de pannes des centrales nucléaires est en-dessus de la moyenne, 7 événements pour Beznau, 8 pour Gösgen et 7 pour Leibstadt. La majorité sont des fuites par des fissures dans les soudures de la tuyauterie. Ce sont des signes de vieillissement, Beznau 1 a 55 ans de service, et la plus récente 40 ans (Leibstadt). 40 ans était le terme du calcul de fatigue pour les centrales nucléaires. Par manque d'expériences à long terme, on a mis des échantillons entre les barres de combustible pour vérifier le vieillissement de l'acier par bombardement d'électrons, mais depuis une dizaine d'années ces échantillons sont expirés et on procède par extrapolation. Cette extrapolation laisse la place à beaucoup de doutes (voir le récent calcul pour l'AVS!).

Axpo à Baden (le plus grand producteur d'énergie électrique en Suisse, anciennement NOK) a des problèmes avec son règlement. L'actuel règlement date de 1914. Les propriétaires sont des cantons et des villes. Axpo a voulu adapter ce règlement, mais pour cela, ils ont besoin de l'accord de chaque partenaire. La majorité a accepté, sauf le canton de Schaffhouse qui a refusé cette adaptation lors de sa votation du 18 août. L'argument principal du refus était la possibilité d'avoir des partenaires privés dans cette société. Elle doit rester dans les mains publiques à 100 %. Bravo ! De son côté, Alpiq a malheureusement déjà validé l'ouverture vers le privé dans ses statuts, et si vous vous souvenez bien, il y a quelques années, EDF possédait 25 % des actions. Ce qui est très dangereux, parce qu'un jour une société privée pourrait avoir la majorité et nous imposer les tarifs.

Au vu de tous ces problèmes, je retourne chez moi, mais il **faut vraiment continuer la lutte contre le nucléaire**, pour une vie avec des énergies renouvelables!

Erwin Weiss



QUAND LES ARMES NUCLEAIRES NOURRISSENT L'AVS

Le N°139 juin 2024 du journal du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) a produit une page INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES avec deux articles, dont le deuxième, intitulé «Le financement des armes nucléaires par la Suisse» m'a stupéfié. Jugez.

Cet article met le doigt sur un aspect de notre vie en Suisse qui regarde toute personne qui y travaille. Chaque personne ayant une activité salariée ou à son compte est affiliée à l'AVS (Assurance-vieillesse et survivants), pour laquelle elle verse une cotisation. Que fait l'AVS de tout cet argent? Schématiquement elle paie nos rentes, puis, avec le surplus, elle le place en Bourse ou ailleurs. La Bourse est le casino du système capitaliste. Un casino où tous les placements sont plus ou moins propres, au sens éthique du terme.

Jamais, dans les discussions récentes sur la 13e rente AVS il n'a été question de placement, contrairement à la Loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) où cet aspect est le nerf de la guerre. Le cours des monnaies ainsi que celui des matières premières fluctuent. Quand ça monte, l'AVS est gagnante, quand ça descend, elle est perdante. Ainsi, les cours des Bourses ont une incidence sur la redistribution de nos assurances sociales, du 1er au 3e pilier.

L'article du GSsA nous apprend que plus de 108 millions de francs avaient été investis par l'AVS (fin 2023) chez des

fabricants d'armes nucléaires! Un constat qui sidère. Ainsi, nos rentes sont en partie le fruit d'un commerce vicieux avec des engins de mort ... de type nucléaire! (pour ne parler que de ceux-ci...).

Les personnes retraitées sont prises en otages quant à la restitution de leurs cotisations sociales. Leur bien-être dépend en partie de ce commerce légal!

Aux campagnes d'opposition aux placements par les banques & autres assurances dans les énergies fossiles devrait succéder une campagne contre les placements en matière d'armements civils & militaires, nucléaires ou non, chacun dépendant & proche de l'autre, comme cul & chemise.

Serge Rossmann



photo: rassemblement août 2023

A PROPOS DE L'AVS: BOURDE DE 4 MILLIARDS DE FRANCS!

Le milieu de l'été a vu l'apparition d'une nouvelle qui a réveillé le monde politique & la population suisses: L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) s'est planté de 4 milliards de francs en surévaluant les dépenses de l'AVS dans ses projections pour 2033!

Si l'OFAS s'est gouré dans 2 formules mathématiques concernant les dépenses de l'AVS, qu'en est-il des recettes? On sait qu'elles viennent pour la majorité des cotisations paritaires patrons/employés. Ce qu'on sait moins, c'est la part qui est placée & qui rapporte des intérêts. Le Conseil fédéral & les Chambres fédérales le savent, mais la population ne s'y intéresse pas beaucoup, voire l'ignore. Et pourtant, ce sont nos rentes AVS qui sont concernées. D'où toute une série de questions pour les personnes qui s'inquiètent de ce qu'on fait de leur argent:

Le Fonds de compensation de l'AVS est-il le seul où l'AVS met sa fortune? On sait que le niveau de ce Fonds ne doit pas descendre au-dessous de 80% des dépenses annuelles. Vu la récente erreur de 4 milliards, ce taux a dû remonter un peu..., d'où, ce genre de questions:

- Quelle est la part du Fonds de compensation de l'AVS qui est placée?
- Où & dans quels domaines? % de ceux-ci?
- Placements à court, moyen, long terme?
- A quels taux?
- Qui choisit?
- L'AVS spéculait-elle sur les monnaies?
- Etc ...

Il s'agit de toute une pléiade de questions, nombreuses comme les étoiles filantes de ce mois d'août.

S.R.

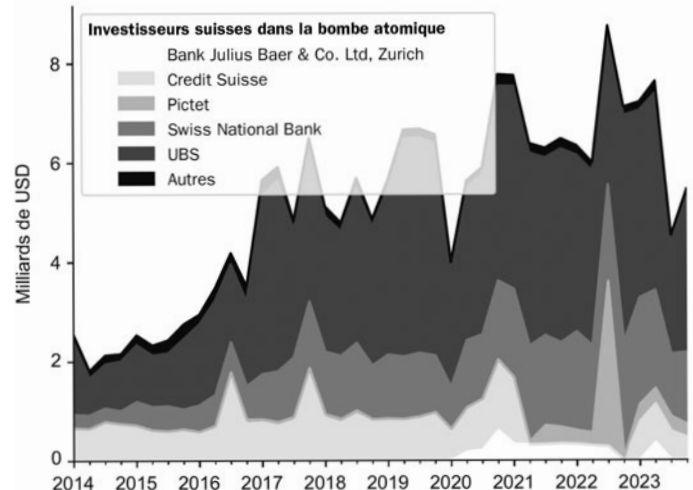
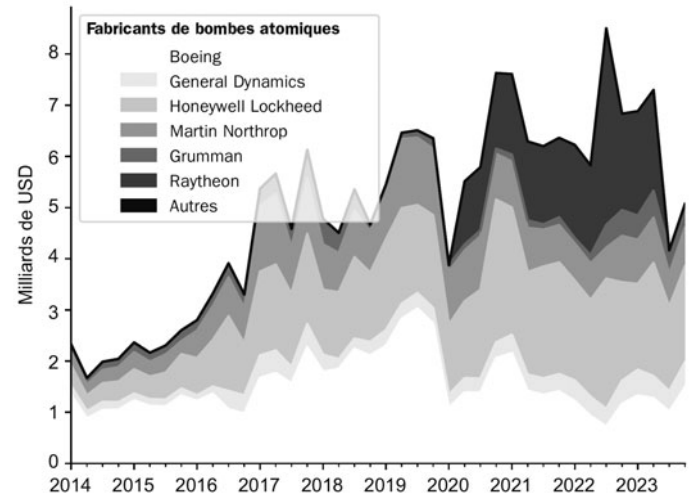
INVESTISSEMENTS DE L'AVS DANS LES FABRICANTS D'ARMES NUCLÉAIRES:

Cet aperçu a été établi par le GSsA à l'aide de données provenant du fonds de compensation de l'AVS et des rapports «Don't Bank on the Bomb». Elle ne comprend que les investissements directs. Les chiffres complets pourraient donc être plus élevés.

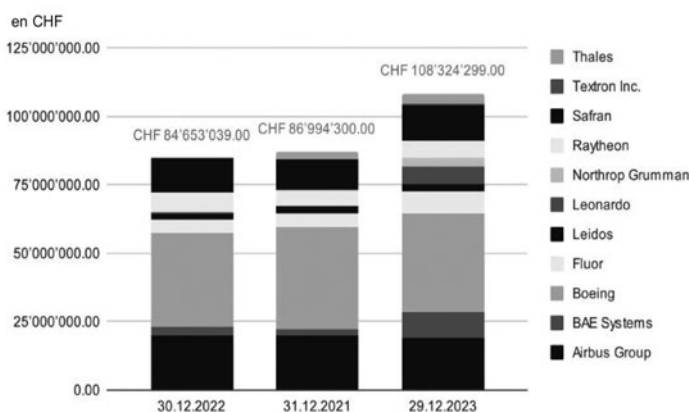
Investissements d'entreprises suisses dans des fabricants d'armes nucléaires:

Les mêmes investissements sont représentés dans les deux graphiques, une fois ventilés selon les fabricants d'armes nucléaires dans lesquels des investissements ont été effectués et une fois selon les entreprises suisses qui ont effectué ces investissements. Cette vue d'ensemble a été établie par le GSsA à l'aide de données provenant de l'autorité américaine de surveillance des marchés financiers et des rapports

«Don't Bank on the Bomb». Comme ces données ne couvrent pas tous les investissements dans les fabricants d'armes nucléaires, les chiffres complets sont plus élevés.



Investissements de l'AVS dans les fabricants d'armes nucléaires



ASSE, C'EST ASSEZ...DE TEMPS PERDU!

Il y a bien longtemps déjà, en avril 2011, dans le N° 102 de ContrAtom, Philippe Progin nous alertait sur les risques encourus par la population voisine des anciennes mines d'Asse en Basse-Saxe (Allemagne). Treize ans ont passé et les problèmes soulevés à l'époque ne sont toujours pas résolus; bien au contraire, ils empirent et deviennent de plus en plus importants, au point que la mine d'Asse fait de nouveau la une de l'actualité en Allemagne.

Retour sur la situation de 2011

L'ancienne mine de sel d'Asse a été reconvertie en 1967 en site d'expérimentation pour l'entreposage de matières radioactives sans pour autant être classifiée comme «site de stockage nucléaire» (pour lequel les normes de sécurité auraient été plus strictes). Les fûts de déchets radioactifs de faible et moyenne activité (FMA) s'y sont progressivement entassés jusqu'à atteindre le nombre considérable de 126 000 fûts, tant et si bien qu'en 2009, le puits d'Asse a été requalifié en centre de stockage définitif des déchets radioactifs FMA, sous l'autorité de l'Office fédéral de radioprotection (BFS).

Oui, mais voilà! Dans le même temps on constatait des infiltrations quotidiennes de 12'000 litres d'eau, entraînant un risque d'écroulement de certaines galeries. De plus, la radioactivité était plus forte que prévue et de nombreux fûts supposés de faible activité (c'est à dire quand même de quelques centaines de becquerels à un million de becquerels par gramme - un becquerel correspond à la désintégration d'un atome par seconde) étaient en réalité de moyenne activité (de un million à un milliard de becquerels par gramme). On a ainsi pu relever des concentrations de tritium, de cobalt 60 et de césium 137 très supérieures aux limites autorisées.



Devant le risque de pollution radioactive des nappes phréatiques environnantes, le BFS, après avoir envisagé des renforcements de la mine, s'est résolu à procéder à la récupération intégrale des fûts pour les enfouir ultérieurement dans un site jugé plus sûr. La date d'évacuation des fûts avait été fixée à 2022puis repoussée à 2033!

La situation actuelle

Depuis 2011, peu de choses se sont passées en ce qui concerne le processus de récupération des fûts. Mais pendant ce temps-là, les infiltrations d'eau dans les galeries se sont notablement accentuées même si selon le BGE (Agence fédérale en charge des déchets) 9'000 litres sont captés chaque jour. La récupération des déchets s'avère plus difficile et coûteuse que prévu. De plus, les autorités allemandes ne savent pas où stocker de manière sûre les fûts qui seraient récupérés de la mine d'Asse.

En effet, l'Allemagne ne dispose actuellement que de 2 centres de stockage (en plus d'Alle): le site de Morsleben, qui est saturé depuis 1998 et celui de Schacht Konrad susceptible d'accueillir des déchets FMA, mais qui doit être agrandi sans qu'une date définitive de fin de travaux ne puisse être assurée.

Il s'agit donc d'une véritable course contre la montre. Des caméras placées dans les cellules de stockage montrent que les fûts sont en grande partie attaqués par la rouille (le sel dissous amplifie considérablement la corrosion des fûts métalliques par l'eau d'infiltration).

La solubilité du sel dans l'eau facilite également la dégradation des galeries qui s'accroît de manière exponentielle, augmentant les risques d'écroulement de celles-ci. Pour évacuer les fûts, il faudra consolider les parois des galeries et y pénétrer avec des systèmes télécommandés.

La question qui angoisse tous les habitants de la région est la suivante: aura-t-on vraiment le temps d'évacuer les fûts avant qu'il ne soit trop tard et que les galeries ne s'effondrent? Plus le temps passe et plus le risque d'une catastrophe majeure se dessine.

Situation similaire en France: le cas «Stocamine»

La France connaît aussi un problème similaire de stockage de déchets dans une mine. Il ne s'agit pas là de déchets radioactifs mais de déchets toxiques divers.

A Wittelsheim, en Alsace, ont été stockés dans une ancienne mine de potasse, à 550 m de profondeur, des déchets divers contenant notamment du mercure, du cyanure, de l'arsenic, l'amiante... tout cela au-dessus de la nappe phréatique la plus grande d'Europe occidentale.

En théorie, seuls certains types de déchets industriels étaient acceptés. Mais suite à un incendie qui s'est déclaré en 2002, et qui a entraîné la fermeture du site, on s'est aperçu que les contrôles à l'entrée étaient lacunaires et qu'un nombre important de produits éminemment toxiques se trouvaient stockés parmi les 42'000 tonnes de déchets de cette mine.



Le stockage devait aussi être réversible. Mais lorsqu'il a fallu choisir entre récupération des déchets et confinement du site, la ministre de l'Environnement de l'époque, Barbara Pompili a choisi le confinement avec construction de barrières en béton dans les galeries (sous prétexte que la récupération aurait fait courir un risque aux mineurs chargés d'évacuer les déchets). Cette décision a été confirmée par un arrêté préfectoral du 23 mars 2017 qui autorisait le stockage pour une durée illimitée.

Décision qui, à l'époque, avait choqué le géologue suisse Marcos Buser. Ce dernier disait ne pas comprendre la décision du gouvernement français car selon ses études et celles du BRGM (Bureau de Recherche Géologique et Minière) une récupération aurait été possible, bien que difficile techniquement, alors qu'en gardant les déchets dans la mine, une pollution de la nappe phréatique à terme est inéluctable.

Depuis cette époque la bataille juridique entre les associations écologistes et l'Etat fait rage. En novembre 2023, le tribunal administratif de Strasbourg a suspendu l'autorisation de stockage des déchets pour une durée illimitée rappelant qu'afin «d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins».

Les similitudes entre la mine d'Asse et celle de Wittelsheim sont frappantes: stockage de produits dangereux dans une mine de sel suite à un non-respect de la réglementation, risque d'effondrement des galeries due à l'érosion des parois. Pour les deux sites le choix entre confinement in situ et récupération des déchets s'est posé. La France a choisi

si le confinement, l'Allemagne la récupération ...mais dans les 2 cas, le temps s'écoule sans qu'une solution sûre ne soit établie et que la sécurité des habitants ne puisse être assurée.

Stockage souterrain et principe de réversibilité

Marcos Buser, dans une communication récente(1), s'est appuyé sur les deux exemples de Asse et de Stocamine pour questionner la mise en application pratique du principe de réversibilité.

Il pose la question suivante: «La promesse de réversibilité, telle qu'elle est désormais prévue par tous les programmes de stockage définitif dans le monde et soutenue par les grandes institutions nucléaires (AIEA, AEN) est-elle réellement réalisable au vu des grandes quantités de déchets toxiques qui sont ou qui seront enfouis dans des couches géologiques profondes?».

Les responsables de la NAGRA (société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs) en Suisse et de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) en France ont beau jeu de dire que le stockage en couche profonde des déchets hautement radioactifs, prévu dans les années à venir, ne présente pas du tout les mêmes risques que celui des mines de sel. On est cependant en droit de s'interroger avec Marcos Buser: si les conditions d'une réversibilité effective n'ont pas pu être réunies sur une durée de moins de vingt ans dans les mines, qu'est-ce qui nous prouve que la réversibilité sera encore effective au bout de cent ans dans les Läger (Argovie) ou à Bure (Meuse) ?

Jean Le Guern

(1): www.nuclearwaste.info/blog



GUERRE OU PAS GUERRE, IL FAUT FERMER KOURSJK

Dans les tumultes de la guerre engagée par la Russie contre l'Ukraine, de nouvelles cartes apparaissent tous les jours. La dernière, Koursk, une région célèbre pour ses mines de fer, sa ville et sa centrale nucléaire.

Une centrale à bout de souffle

Construite sur les rives de la rivière Seïm, la centrale de Koursk abrite des antiquités de Rosatom: 2 réacteurs RBMK (réacteurs à eau légère modérés au graphite) sont en service. Construits avant la catastrophe de Tchernobyl, leurs fragilités sont connues: pas d'enceintes de confinement (un simple toit protège les réacteurs), le système d'arrêt d'urgence est trop lent, les piscines de stockage des barres de combustible sont fragiles. Malgré les milliards investis pour leur sécurisation, les RBMK souffrent des malfaçons héritées de l'Union Soviétique. Cependant, les RBMK sont les chouchous des militaires, un cœur produit 3 kg de plutonium par tonne d'uranium usagé, un RBMK a 190 tonnes de combustible dans ses entrailles. 45 RBMK ont été planifiés, seul 25 ont été construits, 8 ont été abandonnés lors de leur construction, 9 arrêtés après 20 à 40 ans de service, 7 sont encore en fonction, et 1 a explosé (le n°4 de Tchernobyl). Ce tableau montre le manque de confiance dans cette filière.

Nouveaux réacteurs en construction

Sur la rive d'en face, Rosatom construit depuis 2018, 2 réacteurs VVER-TOI (réacteurs à eau pressurisée), c'est le futur fleuron de Rosatom, la concurrence des EPR français. Les VVER-TOI sont automatisés au maximum, ce qui permet une économie de 40% de personnel, ils sont prévus pour une exploitation de 80 à 100 ans. Les points communs avec les EPR français, les budgets explosent, les délais se rallongent. La région de Koursk est économiquement attachée au complexe militaro-industriel russe, les réacteurs fournissent de l'énergie pour la production d'armes, armes utilisées pour tuer le peuple ukrainien.

Les enjeux géopolitiques et stratégiques

Il est évident que les Ukrainiens veulent forcer les Russes à mettre à froid les réacteurs de Koursk. Poutine, met en scène de pseudo missiles ukrainiens tombés près de la centrale, ameuté l'AIEA, qui envoie son directeur à Koursk, pour rassurer le monde, de toute façon l'AIEA est à la solde des vendeurs d'atomes, dont la Russie. La région de Koursk est historiquement ukrainienne, la rivière Seïm est un affluent du Dniepr en Ukraine, cette dernière souffre encore des effets de Tchernobyl. L'armée ukrainienne n'a aucun intérêt à créer des problèmes à la centrale de Koursk, la radioactivité se retrouverait rapidement en Ukraine. Les centrales atomiques ont été construites en temps de paix, et ne sont en aucun cas adaptées à la guerre, il n'y a pas de traités internationaux pour protéger l'industrie nucléaire et les populations d'un accident. L'intelligence voudrait qu'un périmètre démilitarisé soit créé autour des centrales. N'oublions pas que la Russie a violemment attaqué la centrale de Zaporijjia avec des tanks, avant d'entreposer des armes à côté des piscines de stockage. Dernière précision, Koursk est aussi le nom d'un sous-marin nucléaire russe qui a coulé il y a 20 ans, à ce moment Poutine était en vacances à Sotchi. Il n'a pas bougé le petit doigt pour secourir ses marins, prisonniers dans leur submersible par 108 m de fond. Malgré les propositions d'aide qui affluent de l'étranger, les 118 marins meurent, certains après une longue agonie. Les mères et les épouses des marins qui se sont plaintes publiquement du manque de réaction de la part du président ont été persécutées.

La centrale de Koursk est une des plus dangereuses du monde avec ses 2 réacteurs vétustes RBMK, qui turbinent à fond pour alimenter l'effort de guerre russe.

Les menaces nucléaires s'accumulent. Souvent la guerre est la volonté d'un seul homme, Poutine.

J.J. Kiessling

L'INITIATIVE POUR LA SIGNATURE DU TIAN EST LANCÉE

Vous avez été nombreux, parmi les lecteurs de *ContrAtom* à avoir répondu à notre appel en adressant, en juin 2021, une lettre à notre Conseiller fédéral, Ignazio Cassis, le priant instamment d'intervenir pour que la Suisse signe enfin le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Sa réponse, comme c'est souvent le cas des conseillers fédéraux, consistait à botter très poliment en touche, considérant que si la Suisse est favorable au désarmement nucléaire, il n'était pas dans son intérêt d'adhérer à ce traité!

Mais le combat continue puisqu'une initiative vient d'être lancée!

Une large coalition est à la manoeuvre

Au début du mois de juillet, l'Alliance pour l'interdiction des armes nucléaires, qui regroupe bon nombre d'associations parmi lesquelles l'ICAN (Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) et le GSA (Groupe pour une Suisse sans armée) a lancé une initiative fédérale pour que la Suisse signe enfin le traité d'interdiction des armes nucléaires. De nombreux signataires se sont joints à cette initiative; on peut citer, entre autres, Jacques Dubochet (prix Nobel de chimie en 2017), Lisa Mazzone (présidente des Vert-e-s), Micheline Calmy-Rey (ancienne conseillère fédérale PS) et Dominique de Buman (ancien conseiller national PDC).

Beaucoup d'atermoiements depuis la négociation du TIAN

Le TIAN interdit la mise au point, l'essai, la production, le stockage, le transfert, l'utilisation et la menace de l'utilisation d'armes nucléaires. Ce traité a été négocié en 2017, et est entré en vigueur en janvier 2021, après que plus de 50 états l'ont ratifié. Le nombre d'états ayant ratifié ce traité est actuellement de 70. Hélas, les puissances atomiques et leurs alliés ne l'ont pas encore signé. Une signature de la Suisse serait hautement symbolique puisqu'elle est dépositaire des Conventions de Genève de 1949 et a donc, à ce titre une responsabilité particulière: dans la mesure où les armes atomiques peuvent tuer sans distinction des civils innocents, leur utilisation violerait les droits humains fondamentaux.

En 2018, le Parlement a adopté une motion de Carlo Sommaruga, conseiller aux Etats genevois, demandant l'adhésion à ce traité. Mais depuis, le Conseil fédéral a tergiversé, prétextant qu'il fallait examiner si le TIAN n'entraînait pas en contradiction avec le TNP (traité de non-prolifération des armes nucléaires).

Espérons que cette nouvelle action sera couronnée de succès et contraindra le Conseil fédéral à assumer enfin ses responsabilités!

Le comité de ContrAtom



FUKUSHIMA SUITE DU FEUILLETON

Après avoir commencé à déverser dans l'océan les eaux contaminées lors de l'accident de la centrale de Fukushima, TEPCO, la société qui exploitait le site, tente de récupérer le corium (magma métallique et minéral constitué d'éléments fondus hautement radioactifs au coeur des réacteurs endommagés) du réacteur N°2, apparemment plus facile à atteindre que celui des réacteurs N°1 et 3.

Pour ce faire, un prélèvement devait être effectué le 22 août dernier. Un outil de préhension devait être acheminé dans le coeur du réacteur par l'intermédiaire d'un assemblage de 5 tuyaux. Las! Les divers éléments ont été assemblés dans le désordre compromettant la réalisation de cet essai qui a été repoussé sine die! Ceci en dit long sur la confiance que l'on peut accorder aux responsables du démantèlement de cette centrale!

Il s'agissait de récupérer 3 grammes de corium en vue d'analyse. Sachant qu'il reste 880 tonnes de corium, constamment refroidi, dont une grande partie plus difficile d'accès, on voit que le chemin est encore long!!

Pendant ce temps, un nouveau réacteur a redémarré après 12 ans d'arrêt, ce qui porte à 11 le nombre de réacteurs relancés depuis la catastrophe. Sur les 54 réacteurs en service au moment de l'accident, seuls 21 ont été définitivement arrêtés. Au moins 6 autres réacteurs sont en instance de redémarrage.

Malgré les dommages irréversibles causés par la catastrophe et le coût faramineux du démantèlement (évalué à plus de 140 millions de francs), le gouvernement japonais persiste dans la poursuite de son aventure nucléaire

Il semble que Leo Ferré avait vu juste lorsqu'il chantait « Avec le temps ,... on oublie tout!»

JLG

LAPOSTE



JAB
CH-1211 Genève 8
P.P / Journal
Poste CH S.A

28'1 - Anti nuke

CONTRASTION